Budget principal des dépenses

1983-1984. Le ministre pourrait-il nous dire en pourcentage et en dollars réels de combien les dépenses prévues pour l'année financière 1984-1985 dépasseront celles pour 1983-1984?

M. Gray: Monsieur le Président, je ne sais pas au juste si je comprends bien la question de mon collègue. Je crois qu'il veut parler de la création d'emplois. Il soulève là une question très pertinente. Je voudrais dire, en passant, que lorsqu'il prétend qu'il est injuste de faire des comparaisons entre des budgets principaux des dépenses, il oublie que le député de Missis-sauga-Sud a protesté vivement, l'année dernière, contre le fait que nous ne fassions justement pas une comparaison entre les budgets principaux des dépenses. Je suppose que tout dépend de ce qu'on veut prouver. Il est certes valable de faire ces comparaisons. Il est également valable, dans le cadre d'une étude globale de la question, de comparer les dépenses totales prévues avec les montants que renferment ces budgets. Je suis désolé de ne pas pouvoir calculer un pourcentage mentalement, tout de suite, mais il suffit de se baser sur les chiffres contenus dans le budget de dépenses que j'ai présenté au titre de la création d'emplois et d'y ajouter 150 millions de dollars prévus dans le budget pour la Caisse perspectives-jeunesse et le montant de près d'un milliard devant être affecté au cours de l'année financière qui s'en vient aux projets spéciaux de relance, pour avoir une bonne idée des sommes que le gouvernement fédéral consacra à la création d'emplois, sommes qui seront pas mal supérieures à celles prévues pour 1983-1984.

M. Forrestall: Monsieur le Président, il y a quelques instants, le ministre a dit que les subventions au titre du Programme d'encouragements pétroliers, la structure et le régime même, encourageaient le secteur de la construction navale au Canada. Le ministre voudrait peut-être revenir sur cette déclaration. Récemment, une société de Terre-Neuve a commandé à une société coréenne deux plate-formes d'ancrage et de ravitaillement assez grandes et très chères. Il l'a fait, car cela entre dans les frais d'exploitation et c'est alors que la formule prévue par le Programme d'encouragements pétroliers s'applique. Dans la préparation du budget, le président du Conseil du Trésor a-t-il envisagé les répercussions des subventions de ce programme dans le domaine de la construction navale au Canada? A-t-il envisagé leurs répercussions sur l'utilisation temporaire de navires étrangers pour du travail au large des côtes, surtout sur la côte est? Ces conséquences ont-elles été pleinement pesées par ses collaborateurs et ceux des ministères des Finances et de l'Énergie? A la réflexion, le ministre serait peut-être d'accord pour dire que les subventions au titre du Programme d'encouragements pétroliers tel qu'il s'applique dans le cas de la construction de plate-formes de forage et de ravitailleurs et en ce qui a trait aux droits d'importation temporaires ou aux pleins droits qui sont acquittés dans le cas de navires battant pavillon étranger et utilisés dans les eaux canadiennes, sont en fait nuisibles à ce secteur, contrairement à ce qu'il a prétendu?

● (1650)

M. Gray: Monsieur le Président, le député a soulevé une question intéressante. Si j'ai fait cette observation en répondant à la question que m'a posée tout à l'heure mon collègue, c'est, entre autres raisons, parce que j'ai cru comprendre qu'il m'incitait à envisager d'étendre les subventions accordées en vertu du Programme d'encouragements pétroliers au secteur canadien de la construction navale. Il soutient en fait que j'ai

mal compris les paroles qu'il a chuchotées de son côté. Le cas échéant, c'est volontiers que j'examinerai la question de plus près.

J'ai l'impression que l'on consacre au Canada plus d'argent à la fabrication de biens, de matériel et de machines qu'il n'en aurait été autrement, n'eût été des subventions accordées en vertu du Programme d'encouragements pétroliers et du regain de vigueur qu'ont connu les sociétés pétrolières au chapitre de leurs activités de prospection et de mise en valeur. Il serait certainement possible de le prouver.

Pour ce qui est des bâtiments qu'on fera construire en Corée, d'après le député, je serais curieux de savoir quelle sera la proportion de participation canadienne dans la construction de ces bâtiments, de ces machines, ces pièces d'équipement et ainsi de suite. Je serais étonné d'apprendre que, même si les bâtiments et leurs coques sont construits en Corée, on n'y retrouve pas de matériel canadien en proportion suffisante.

Je ne crois donc pas me tromper quand je soutiens que, globalement, on dépense bien plus au Canada, non seulement au titre de la rémunération des travailleurs, mais aussi au titre de la fabrication de machines et d'appareils, ainsi de suite, qu'il n'en aurait été autrement, n'eût été du Programme d'encouragement du secteur pétrolier et du regain de vigueur qu'il a insufflé aux activités de prospection et de mise en valeur des ressources pétrolières et gazières dont recèlent les eaux territoriales et le sous-sol canadien.

Je me pencherai volontiers plus longuement sur la question soulevée par le député, car elle est intéressante en soi. Je tiens à faire remarquer cependant que, si problème il y a, pour le corriger, il ne s'agirait pas tant de remanier la structure du Programme d'encouragement du secteur pétrolier que les modalités d'application du régime provisoire de droits de douane, des règles régissant les bâtiments caboteurs, ainsi de suite.

M. le Président: La présidence ne sait trop que faire en ce moment. Le ministre a fait une déclaration de 23 minutes; l'opposition officielle en a discuté pendant une trentaine de minutes et le Nouveau parti démocratique y a consacré 23 minutes. A suivi une période de questions et de réponses de 24 minutes.

La présidence souhaite s'en remettre à la Chambre. Ce délai équivaut à celui qu'elle impartit normalement pour les déclarations ministérielles qui, soit dit en passant, se font de plus en plus rares dans cette enceinte, et c'est pourquoi je me réjouis que le ministre ait choisi de recourir à ce mécanisme pour annoncer certaines choses aux députés. La présidence souhaite donc clore cette période de questions et de réponses en conformité de la pratique qui a été observée jusqu'ici, et passer aux affaires courantes.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, nous comptons répondre aujourd'hui aux questions nos 86, 352, 394, 447, 492 et 526.